

Polémique « 47 » évoque la répression de l'insurrection malgache

Une tournée théâtrale annulée fait naître des soupçons de «censure»

Le 19 septembre, le metteur en scène Thierry Bédard créait 47 au centre culturel Albert-Camus de Tananarive, à Madagascar. Ecrite par l'auteur Jean-Luc Raharimanana, né en 1967 dans cette ancienne colonie française, devenue indépendante en 1960, cette pièce traite d'un épisode mal connu et peu glorieux : la répression par l'Etat français de l'insurrection qui a éclaté, à Madagascar en mars 1947 et fait des dizaines de milliers de victimes.

Pour Raharimanana, « le chiffre même de 47 sonne douloureux sur la Grande Ile, la fin d'un monde, la perte et la défaite, le silence lourd d'une période qui n'en finit pas de nous ronger, de nous hanter ». L'auteur a travaillé à partir de témoignages et d'archives. Il en a tiré une pièce-documentaire qui revendique le « je » et fait parler les morts à travers deux acteurs, dont Thierry Bédard a voulu que l'un soit malgache et l'autre français.

Après sa création à Madagascar, 47 a été présentée aux Francophonies de Limoges, puis à Blois, à Cavaillon et à Annecy, où Thierry Bédard est artiste associé à la scène nationale de Bonlieu. Une tournée était prévue pour 2009 dans l'océan Indien et l'Afrique australe, avec le soutien de Culturefrance, l'organisme de promotion de la culture française à l'étranger. Elle a été annulée en novembre, après une réunion régionale de programmation à laquelle assistaient des représentants de l'Etat et des directeurs de centres culturels et d'Alliances françaises.

Pour Thierry Bédard et Jean-Luc Raharimanana, il ne fait aucun doute que la décision relève de la « censure d'Etat ». « Ce n'est pas nous qui employons ce terme, dit Thierry Bédard. On le reprend parce qu'il a été utilisé par des personnes présentes à cette réunion, mais soumises au devoir de réserve. Selon elles, et à leur grand étonnement, la réunion a commencé par une intervention du ministère des affaires étrangères, souhaitant que le projet soit retiré des discussions avant toute analyse. » Dans une lettre adressée le 15 novembre à Bernard Kouchner, ministre des affaires étrangères, Thierry Bédard et Jean-Luc Raharimanana mettent directement en cause Anne Gazeau-Secret, directrice de la DGCID (direction générale de la coopération internationale et du développement), qui serait à l'origine de la demande d'interdiction. « C'est une déformation de la vérité, répond Anne Gazeau-Secret. J'ai effectivement présidé une réunion régionale, mais je n'ai pas assisté à la réunion où les centres culturels français et les Alliances françaises font leur marché parmi les propositions qui leur parviennent. On m'a rapporté que 47 n'avait pas été retenu. »

« RESTRICTIONS BUDGÉTAIRES »

« On ne peut pas dire que le spectacle a été refusé pour des raisons politiques, poursuit Anne Gazeau-Secret. Il a été présenté à Madagascar et dans plusieurs villes françaises. Les raisons sont plutôt financières. Il y a entre 10 et 30 % de restrictions budgétaires pour 2009. Les centres doivent faire des choix. »

Bernard Kouchner confirme. Dans une lettre reçue par Thierry Bédard, mercredi 16 décembre, le ministre des affaires étrangères insiste sur le fait que « le budget disponible oblige à établir des priorités ». Rien à voir, donc, avec la nature du sujet. Pourtant, Victoire Bidegain Di Rosa, conseillère du ministre chargée de la culture, avance que « le thème du spectacle n'intéressait pas forcément les pays de la région. Si tous les postes l'avaient voulu, ils l'auraient pris. Mais cela n'empêche pas ceux qui veulent 47 de l'acheter, à condition qu'ils trouvent le financement ».

Quant à Olivier Poivre d'Arvor, directeur de Culturesfrance, qui s'était engagé à soutenir la tournée de 47, il dit ne pas avoir de point de vue sur l'affaire : « Je n'ai pas vu le spectacle et je n'ai pas assisté aux réunions de programmation. Culturesfrance est intervenu très en amont, pour apporter son soutien à la création. Et je n'ai aucun état d'âme à l'avoir fait. »

Ainsi, chacun se renvoie la balle, dans un contexte où les intérêts diplomatiques, financiers et artistiques s'emboîtent les uns dans les autres. Reste, comme le dit Salvador Garcia, directeur de Bonlieu, à Annecy, que « le théâtre est l'art de faire parler les morts. Il y a des morts plus difficiles à faire parler. C'est le cas de ceux de 47 ».

Brigitte Salino